



Réponses communautaires face aux déplacements de population liés au changement climatique et aux conflits urbains à Moundou, Tchad

Contexte

Au Tchad, l'exode rural rapide vers les villes, provoqué par la sécheresse, la dégradation des sols et la raréfaction des ressources, transforme profondément des villes telles que Moundou. Cet afflux de population qui en résulte met à rude épreuve les infrastructures urbaines, contribue à la formation des quartiers informels où l'accès aux services est limité et aggrave les tensions sociales – en particulier entre les communautés d'accueil, les populations déplacées et les réfugiés.

Moundou, capitale économique du Tchad et deuxième ville du pays, est une destination majeure pour les activités agricoles (Mbaipago et al., 2022; OIM, 2022). L'afflux de populations rurales fuyant des terres agricoles dégradées a alimenté une croissance urbaine rapide et non planifiée. Dans ce contexte, les femmes jouent un rôle central dans la subsistance des ménages, la gestion des marchés informels et la médiation des conflits de voisinage.

« En tant que lieux de vulnérabilité mais aussi de créativité, c'est dans nos villes que se jouera notre stabilité future. En plaçant la sécurité, la prise en compte des conflits et l'égalité des sexes au cœur de nos réponses, nous pouvons transformer ces défis en opportunités de résilience et de cohésion sociale ».

Alhadj Tchoroma Adoum Soumain
coordinateur national et membre de l'Assemblée nationale
du Tchad

Approche

À Moundou, l'action menée s'est concentrée sur le renforcement du dialogue communautaire, la gestion inclusive des ressources et la prévention des conflits locaux, en accordant une attention particulière à la participation des femmes, des jeunes et des autorités locales au renforcement de la cohésion sociale et de la résilience. Parmi les principales interventions, on peut citer :

- Des **comités mixtes** composés de représentants des autorités locales, d'associations de femmes et de jeunes leaders, chargés de gérer les points d'eau et de prévenir les conflits.
- Des **formations** à la médiation et au changement climatique, menées selon une approche sensible au genre et documentées dans des rapports municipaux, des enquêtes de terrain et des témoignages locaux.
- Des **microprojets urbains**, tels que des potagers communautaires et des coopératives de femmes, visant à renforcer la résilience économique et sociale.

Principales parties prenantes

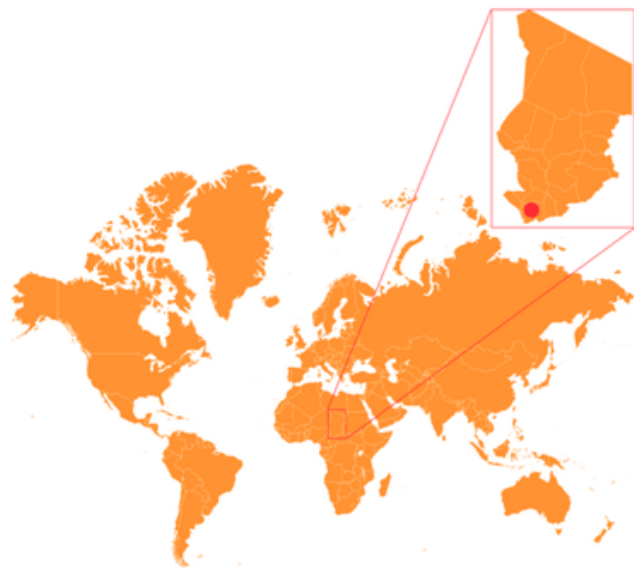
- **Collectivités locales** : la mairie de Moundou et les services techniques municipaux ont approuvé la création de comités mixtes et facilité l'accès aux infrastructures, apportant ainsi une légitimité institutionnelle au projet.
 - **Associations communautaires** : des groupes de femmes et de jeunes ont mobilisé les habitants, organisé les premières réunions et proposé des règles de gestion partagée, garantissant ainsi l'adhésion de la communauté.
 - **Partenaires techniques** : la GIZ et des ONG locales ont apporté un soutien méthodologique et financier, en fournissant les outils et l'expertise nécessaires pour structurer et renforcer les comités.
- 

Impacts à ce jour

Comités mixtes de gestion de l'eau : la mise en place de comités mixtes (hommes et femmes) dans les quartiers périphériques a permis de réduire de 35 % les conflits signalés autour des points d'eau d'ici 2023. À Ngolo, une distribution équitable de l'eau a contribué à prévenir les affrontements entre les familles déplacées et les familles d'accueil.

Formation et médiation locale : trente femmes leaders ont été formées à la médiation sociale et à la gestion des conflits, ce qui a permis d'apaiser les tensions entre les populations déplacées et les communautés d'accueil – notamment au sujet des parcelles de maraîchage. À Mondou Nord, un différend concernant l'accès à un puits a été résolu grâce à la médiation locale, évitant ainsi l'intervention des forces de sécurité.

Microprojets urbains menés par des femmes : des associations de femmes se sont lancées dans la production de savon et de briques écologiques, offrant à 15 femmes un revenu régulier et renforçant leur rôle dans la vie familiale et communautaire. Dans le quartier de Dombao, la production de savon a permis de financer la scolarité de 20 enfants et de réduire la dépendance économique des familles.



Enseignements

La mobilité climatique est également un enjeu urbain, et pas seulement rural. Les déplacements mettent à rude épreuve les infrastructures urbaines, mais stimulent aussi l'innovation locale : coopératives de logement, systèmes communautaires de gestion de l'eau et transports durables. Les villes doivent se doter des moyens nécessaires pour intégrer les populations mobiles et renforcer leur résilience.

Les femmes sont des actrices stratégiques dans la gestion des ressources et la médiation, et non de simples victimes des effets du changement climatique. Leur rôle dans la gestion des ressources naturelles et la prévention des conflits est essentiel pour la résilience : les projets bénéficiant d'une forte participation des femmes à la gouvernance locale ont tendance à être plus durables. Cette participation devrait être institutionnalisée par le biais de formations ciblées et de comités de gestion inclusifs.

La sécurité urbaine et la résilience climatique sont inextricablement liées. Les tensions liées aux ressources – eau, terres ou énergie – qui ne sont pas résolues peuvent dégénérer en conflits, en particulier dans les quartiers informels. Les politiques de résilience devraient intégrer des mécanismes de médiation communautaire, des espaces de dialogue entre les autorités et les populations déplacées, ainsi que des systèmes de protection sociale renforcés.

Cette étude de cas a été présentée dans le cadre de la série « South-South-Dialogue » organisée par le programme mondial de la GIZ sur la mobilité humaine dans le contexte du changement climatique et animée par SLYCAN Trust. Si vous souhaitez en savoir plus sur la HMCCC, veuillez cliquer ici.

Pour toute question spécifique ou demande d'informations complémentaires concernant cette étude de cas, veuillez contacter alhadjtchoroma@gmail.com

Mentions légales

Publié par: Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Sièges sociaux à: Bonn et Eschborn
Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36 53113 Bonn, Germany
T +49 61 96 79-0, F +49 61 96 79-11 15
E info@giz.de, I www.giz.de
Bonn, 2026

Programme mondial: Human Mobility in the Context of Climate Change
Responsable de programme: Björn Euler
Étude de cas: Alhadj Tchouroma Adoum Soumain
Auteur: SLYCAN Trust
Rédacteurs: David Silber, Amina Schild
Design et mise en page: Clara Engelsleben
Crédits photos: Korom Mahamat



Mise en œuvre par

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH